

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2016 über die Bedingungen für die Eröffnung der Fischfangsaison und die Modalitäten für die Ausübung des Fischfangs, Artikel 7 Ziffer 2 Buchstabe f und Anhang 3;

In der Erwägung, dass die Regenfälle vom 22. und 23. September 2018 zu einem erheblichen Anstieg des Wasserspiegels in den Wasserläufen der in Anhang 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2016 über die Bedingungen für die Eröffnung der Fischfangsaison und die Modalitäten für die Ausübung des Fischfangs bestimmten Zone fließender Gewässer geführt haben;

In der Erwägung, dass der Fischfang in der Zone fließender Gewässer folglich kein Risiko mehr für den Erhalt der Fischbestände darstellt,

Beschließt:

**Artikel 1** - Der Ministerielle Erlass vom 6. August 2018, durch den der Fischfang in den fließenden Gewässern der Wallonischen Region mit Ausnahme der fließenden Gewässer des Zwischeneinzugsgebiets der Dyle-Gette aufgrund der großen Hitze vorübergehend untersagt wird, wird aufgehoben.

**Art. 2** - Der vorliegende Erlass tritt am 24. September 2018 in Kraft.

Namur, den 24. September 2018.

R. COLLIN

\_\_\_\_\_

VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/205296]

**24 SEPTEMBER 2018. — Ministerieel besluit tot opheffing van het ministerieel besluit van 6 augustus 2018 tot invoering van een tijdelijk verbod op visvangst in de levendige wateren van het Waalse Gewest, met uitzondering van de levendige wateren van het onderstroomgebied van de Dijle-Gete, wegens grote hitte**

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

Gelet op het decreet van 27 maart 2014 betreffende de riviervisserij, het visbeleid en de visserijstructuren, artikel 10, § 4, 2°;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016 betreffende de voorwaarden voor de opening en de nadere regels voor de beoefening van de visvangst, artikel 7, 2°, f), en bijlage 3;

Overwegende dat de regenval van 22 en 23 september 2018 heeft geleid tot een aanzienlijke stijging van het waterpeil in de waterlopen deel uitmakend van het gebied van levendige wateren in de zin van bijlage 3 van het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016 betreffende de voorwaarden voor de opening en de nadere regels voor de beoefening van de visvangst;

Overwegende dat de beoefening van de visvangst in levendige wateren bijgevolg niet langer een risico vormt voor het behoud van visbestanden,

Besluit :

**Artikel 1.** Het ministerieel besluit van 6 augustus 2018 tot invoering van een tijdelijk verbod op visvangst in de levendige wateren van het Waalse Gewest, met uitzondering van de levendige wateren van het onderstroomgebied van de Dijle-Gete, wegens grote hitte, wordt opgeheven.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op 24 september 2018.

Namen, 24 september 2018.

R. COLLIN



#### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2018/14457]

**12 OCTOBRE 2018. — Arrêté ministériel interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine**

Le Ministre de la Nature et de la Ruralité,

Vu la Directive 2002/60 du Conseil du 27 juin 2002 établissant des dispositions spécifiques pour la lutte contre la peste porcine africaine et modifiant la directive 92/119/CEE, en ce qui concerne la maladie de Teschen et la peste porcine africaine, les articles 15 et 16;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1<sup>er</sup>;

Vu le décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier, l'article 14;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 relatif à l'entrée en vigueur et à l'exécution du décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier, l'article 19, alinéa 1<sup>er</sup>, 5°;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine chez les sangliers du 12 octobre 2018;

Vu l'urgence;

Considérant qu'en application de la Directive 2002/60 du Conseil du 27 juin 2002, la confirmation le 13 septembre 2018 d'un cas primaire de peste porcine africaine chez les sangliers dans une partie du territoire de la Région wallonne a obligé le Gouvernement à prendre immédiatement plusieurs mesures en vue de freiner la propagation de la maladie, dont la délimitation d'une zone infectée et des mesures appropriées à y appliquer;

Considérant que le maintien de la circulation en forêt présente un risque réel de dispersion des sangliers et donc de propagation de la peste porcine africaine à de nouvelles zones, et qu'il y a lieu dès lors, pour limiter au maximum les risques, de n'autoriser l'accès dans le périmètre de la zone tampon qu'aux personnes chargées de la lutte contre cette maladie;

Considérant toutefois que moyennant certaines précautions, il y a lieu de déroger à cette interdiction générale de circulation en forêt pour un nombre limité d'ayant-droits, dans un souci de sécurité publique ou pour permettre l'accessibilité à certains domiciles;

Considérant que ces accès ponctuels et limités ne devraient avoir qu'un impact marginal sur la quiétude du gibier et sur la dispersion éventuelle des sangliers malades,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Par dérogation aux articles 19 à 23 du code forestier du 15 juillet 2008, dans le périmètre de la zone tampon déterminée à l'annexe 1 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 octobre 2018 portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine chez les sangliers, il est interdit à quiconque de circuler dans les bois et forêts en-dehors des routes au sens de l'article 2 du code forestier.

Les éventuelles autorisations d'accès obtenues sur la base des articles précités avant l'entrée en vigueur du présent arrêté sont suspendues.

Sont seuls autorisés à déroger à l'interdiction de l'alinéa 1<sup>er</sup>, dans la limite des seules interventions nécessaires à la gestion de la peste porcine africaine, notamment la détection de nouveaux foyers, la destruction des sangliers et l'élimination des cadavres de sangliers retrouvés morts ou abattus, et à condition qu'ils respectent les mesures de biosécurité préconisées pour éviter la propagation de la maladie : le personnel du Département de la Nature et des Forêts et du Département de l'Etude du milieu naturel et agricole du Service public de Wallonie et toute personne mandatée par ces Départements, les titulaires du droit de chasse et leurs gardes assermentés, les propriétaires, le personnel du Réseau de Surveillance sanitaire de la Faune sauvage en Wallonie, le personnel de la protection civile, le personnel des services de police sanitaire, le personnel des polices fédérale et communale, le personnel soit des administrations communales soit d'entreprises spécialisées qui est chargé d'installer une clôture visant à limiter les déplacements des sangliers dans la zone infectée.

Ces personnes ont interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine ou d'avoir un contact avec des porcs domestiques dans les septante-deux heures suivant toute intervention dans le périmètre de la zone tampon.

**Art. 2.** Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup>, des interventions n'ayant pas de lien avec la gestion de la peste porcine africaine et qui nécessitent un accès hors route dans les bois et forêts dans le périmètre de la zone tampon sont autorisées aux conditions suivantes :

- 1° l'intervention est effectuée dans l'exercice de leur fonction par les services de secours, par la protection civile, par les forces de police, par les agents et gestionnaires de réseaux d'adduction d'eau ou de réseaux électriques ou de gaz, par les agents d'Infrabel et par les agents des opérateurs de téléphonie mobile;
- 2° l'intervention ne peut pas attendre la fin de la période d'interdiction;
- 3° sauf urgence vitale, l'intervention est notifiée préalablement par écrit au chef de cantonnement territorialement compétent du Département de la Nature et des Forêts;
- 4° la quiétude des bois et forêts est respectée de la manière la plus stricte;
- 5° s'il y a accès en-dehors des chemins empierrés, les mesures de désinfection du véhicule, des chaussures et de l'équipement utilisés sont mises en œuvre conformément aux instructions reçues du Département de la Nature et des Forêts;
- 6° en cas de découverte d'un cadavre de sanglier, le cadavre ne peut en aucun cas être approché ou touché, et l'agent de triage compétent du Département de la Nature et des Forêts est immédiatement averti;
- 7° les intervenants et leurs véhicules ont interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine sans avoir procédé aux opérations de décontamination prescrites dans le cadre des mesures de biosécurité.

Si le Département de la Nature et des Forêts constate le non-respect d'une des conditions susvisées, il peut interdire l'accès aux personnes concernées.

**Art. 3.** Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup>, les personnes dont le domicile est situé dans les bois et forêts inclus dans le périmètre de la zone tampon et qui ne peuvent pas y accéder par une route, sont autorisées à y circuler hors route aux conditions suivantes :

- 1° l'autorisation est limitée au seul accès audit domicile;
- 2° l'accès se fait par la voie carrossable la plus directe;
- 3° l'itinéraire emprunté est communiqué par écrit au Chef de cantonnement territorialement compétent du Département de la Nature et des Forêts;

- 4° la quiétude des bois et forêts est respectée de la manière la plus stricte;
- 5° s'il y a accès en-dehors des chemins empierrés, les mesures de désinfection du véhicule et éventuellement des chaussures seront mises en œuvre conformément aux instructions reçues du Département de la Nature et des Forêts;
- 6° en cas de découverte d'un cadavre de sanglier, le cadavre ne peut en aucun cas être approché ou touché, et l'agent de triage compétent du Département de la Nature et des Forêts est immédiatement averti;
- 7° les personnes visées par le présent article, autres que les éleveurs porcins, et leurs véhicules ont interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine ou d'avoir un contact avec des porcs domestiques.

Les propriétaires et occupants qui ont un terrain situé dans les bois et forêts dans le périmètre de la zone tampon et qui ne peuvent pas y accéder par une route, mais qui souhaitent y accéder pour une raison impérative sans que leur intervention puisse attendre la fin de la période d'interdiction, par exemple pour nourrir des animaux ne pouvant pas être déplacés, introduisent une demande préalable écrite et motivée au chef de cantonnement territorialement compétent du Département de la Nature et des Forêts. Celui-ci peut délivrer une autorisation d'accès impliquant au minimum le respect de conditions analogues à celles prévues par l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 4.** Les exploitants forestiers professionnels, qui ont un travail urgent dans un chantier situé dans les bois et forêts se trouvant uniquement dans la zone tampon à l'exclusion de la zone noyau, telle que dessinée dans l'annexe 1 du présent arrêté ministériel, et qui ne peuvent pas y accéder par une route, mais qui souhaitent y accéder pour une raison impérative sans que leur intervention puisse attendre la fin de la période d'interdiction, introduisent une demande préalable écrite et motivée au chef de cantonnement territorialement compétent du Département de la Nature et des Forêts. Celui-ci peut délivrer une autorisation d'accès impliquant au minimum le respect des conditions suivantes :

- 1° l'autorisation est limitée au seul accès au chantier ou aire de chargement;
- 2° l'accès se fait par la voie carrossable la plus directe;
- 3° l'itinéraire emprunté est communiqué par écrit au Chef de cantonnement territorialement compétent du Département de la Nature et des Forêts;
- 4° la quiétude des bois et forêts est respectée de la manière la plus stricte;
- 5° s'il y a accès en-dehors des chemins empierrés, les mesures de désinfection du véhicule et éventuellement des chaussures seront mises en œuvre conformément aux instructions reçues du Département de la Nature et des Forêts;
- 6° en cas de découverte d'un cadavre de sanglier, le cadavre ne peut en aucun cas être approché ou touché, et l'agent de triage compétent du Département de la Nature et des Forêts est immédiatement averti;
- 7° les personnes visées par le présent article, autres que les éleveurs porcins, et leurs véhicules ont interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine ou d'avoir un contact avec des porcs domestiques.

Le chef de cantonnement territorialement compétent du Département de la Nature et des Forêts peut immédiatement révoquer l'autorisation octroyée si les circonstances l'imposent.

**Art. 5.** Le présent arrêté entre en vigueur le 15 octobre 2018 et cesse d'être en vigueur le 14 novembre 2018.  
Namur, le 12 octobre 2018.

R. COLLIN

---

## Annexe 1

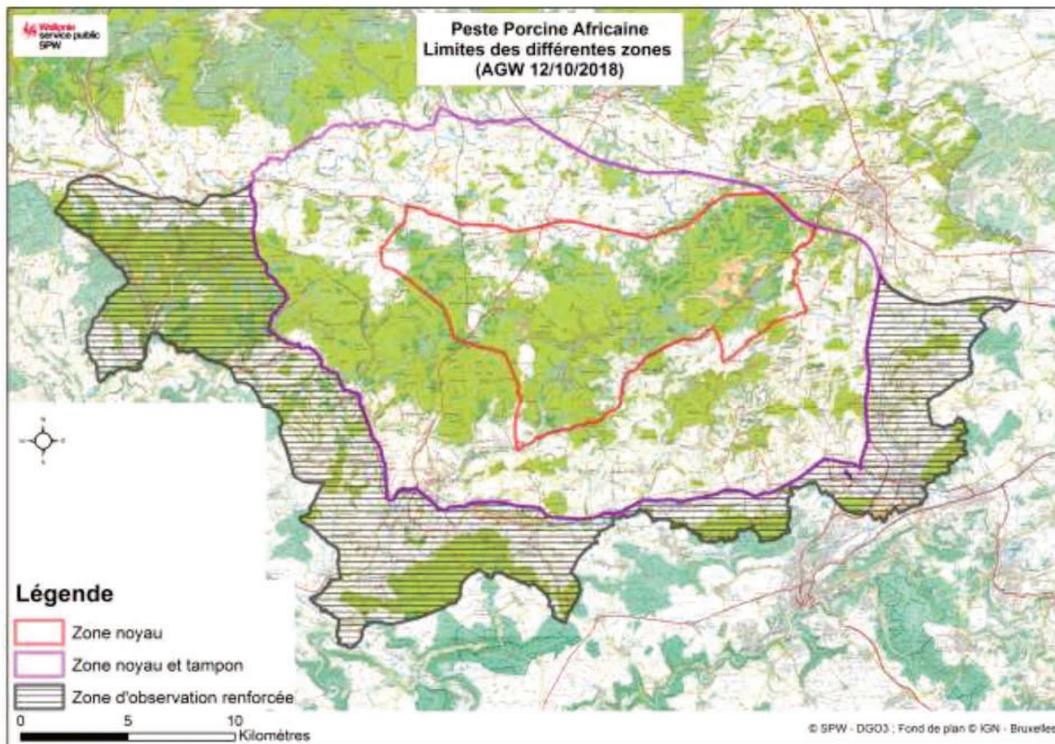
## Limites de la zone tampon

## Description

Le périmètre de la zone tampon est délimité, dans le sens des aiguilles d'une montre, par les limites suivantes :

- la N88, depuis son intersection avec la N883 au niveau d'Aubange jusque son intersection avec la N891 au niveau de Gérrouville ;
- la N891 jusque son intersection avec la N83 au niveau de Jamoigne ;
- la N83 jusque son intersection avec la N891 ;
- la N891 jusque son intersection avec la N879 au niveau de Marbehan ;
- la N879 jusque son intersection avec la N897 au niveau de Marbehan ;
- la N897 jusque son intersection avec la E25-E411 ;
- la E25-E411 jusque son intersection avec la N81 au niveau de Weyler ;
- la N81 jusque son intersection avec la N883 au niveau d'Aubange ;
- la N883 jusque son intersection avec la N88.

## Carte



Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 12 octobre 2018 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine.

Namur, le 12 octobre 2018.

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,  
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2018/14457]

**12. OKTOBER 2018 — Ministerieller Erlass, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen**

Der Minister für Natur und ländliche Angelegenheiten,

Aufgrund der Richtlinie 2002/60/EG des Rates vom 27. Juni 2002 zur Festlegung von besonderen Vorschriften für die Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest sowie zur Änderung der Richtlinie 92/119/EWG hinsichtlich der Teschener Krankheit und der Afrikanischen Schweinepest, Artikel 15 und 16;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, Artikel 3 § 1;

Aufgrund des Dekrets vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch, Artikel 14;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009 über das Inkrafttreten und die Ausführung des Dekrets vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch, Artikel 19 Absatz 1 Ziffer 5;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Oktober 2018 zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass die Bestätigung eines Primärfalls der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen in einem Teil des wallonischen Gebiets am 13. September 2018 die Regierung gemäß der Richtlinie 2002/60 des Rates vom 27. Juni 2002 verpflichtet hat, mehrere Sofortmaßnahmen gegen die Ausbreitung der Seuche zu ergreifen, einschließlich der Ausweisung eines Seuchengebiets und der Festlegung geeigneter Maßnahmen, die dort anzuwenden sind;

In der Erwägung, dass die Aufrechterhaltung des Verkehrs im Wald eine echte Gefahr der Verbreitung von Wildschweinen und damit der Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest in neue Gebiete darstellt und dass daher, um die Gefahren so weit wie möglich zu begrenzen, der Zugang zu dem Umkreis der Pufferzone nur Personen gestattet werden sollte, die mit der Bekämpfung dieser Krankheit beauftragt sind;

In der Erwägung, dass unter bestimmten Vorkehrungen jedoch von diesem allgemeinen Verbot des Verkehrs im Wald für eine begrenzte Anzahl von Begünstigten aus Gründen der öffentlichen Sicherheit oder um den Zugang zu bestimmten Wohnungen zu ermöglichen, abzuweichen ist;

In der Erwägung, dass diese sporadischen und begrenzten Zugänge voraussichtlich nur marginale Auswirkungen auf die Ruhe des Wildes und auf die mögliche Verbreitung der kranken Wildschweine haben werden,

Beschließt:

**Artikel 1** - In Abweichung der Artikel 19 bis 23 des Forstgesetzbuches vom 15. Juli 2008 ist es im Umkreis der in Anhang 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Oktober 2018 zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest ausgewiesenen Pufferzone jedem untersagt, sich außerhalb der Straßen im Sinne von Artikel 2 des Forstgesetzbuches in den Wäldern und Forsten zu bewegen.

Alle Zugangsgenehmigungen, die gegebenenfalls auf der Grundlage der oben genannten Artikel vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses erteilt wurden, werden ausgesetzt.

Nur den folgenden Personen kann ausschließlich im Rahmen der für die Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest erforderlichen Maßnahmen, insbesondere zur Feststellung weiterer Seuchenherde, Vernichtung der Wildschweine und Beseitigung der verendet aufgefundenen oder erlegten Wildschweine, erlaubt werden, von dem Verbot in Absatz 1 abzuweichen, sofern sie die empfohlenen Biosicherheitsmaßnahmen zur Verhinderung der Ausbreitung der Krankheit beachten: die Personalmitglieder der Abteilung Natur und Forstwesen und der Abteilung Studie des Natur- und Agrarbereichs des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und jede von diesen Abteilungen bevollmächtigte Person, die Inhaber eines Jagdrechts und ihre vereidigten Jagdhüter, die Eigentümer, die Personalmitglieder des Netzwerks der Gesundheitsüberwachung der wildlebenden Tiere in der Wallonie "Réseau de Surveillance sanitaire de la Faune sauvage en Wallonie", die Personalmitglieder des Zivilschutzes, die Personalmitglieder der für Tierseuchen zuständigen Dienststellen und die Personalmitglieder der lokalen und föderalen Polizei, die Personalmitglieder entweder der Gemeindeverwaltungen oder der spezialisierten Unternehmen, die für die Errichtung eines Zauns zur Begrenzung der Wanderungen von Wildschweinen im Seuchengebiet verantwortlich sind.

Diesen Personen ist es untersagt, innerhalb von 72 Stunden nach jeder Intervention im Umkreis der Pufferzone einen Schweinehaltungsbetrieb zu betreten oder Kontakt mit Hausschweinen zu haben.

**Art. 2** - In Abweichung von Artikel 1 werden Interventionen, die nicht mit der Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest in Zusammenhang stehen und den Zugang zu den Waldungen und Forsten des Umkreises der Pufferzone abseits der Straße erfordern, unter den folgenden Bedingungen genehmigt:

- 1° Die Intervention wird in Ausübung ihrer Aufgaben von den Rettungsdiensten, dem Zivilschutz, den Polizeikräften, den Personalmitgliedern und Betreibern der Wasserversorgungsnetze oder der Strom- oder Gasnetze, den Mitarbeitern von Infrabel und den Mitarbeitern der Mobilfunkbetreiber durchgeführt;
- 2° Es ist nicht möglich, bis zum Ende des Zugangsverbots mit der Intervention warten;
- 3° Sofern es sich nicht um eine lebensbedrohliche Notlage handelt, ist die Intervention vorab schriftlich dem örtlich zuständigen Forstamtleiter der Abteilung Natur und Forstwesen mitzuteilen;
- 4° Die Ruhe der Waldungen und Forsten wird auf strengste Weise respektiert;

- 5° Bei Zugängen außerhalb der Schotterwege sind Desinfektionsmaßnahmen für das Fahrzeug, die Schuhe und die Ausrüstung, die verwendet wurden, nach den Anweisungen der Abteilung Natur und Forstwesen durchzuführen;
- 6° Beim Auffinden eines toten Wildschweins darf sich dem Kadaver unter keinen Umständen genähert werden, noch darf dieser berührt werden. Der zuständige Bedienstete der Abteilung Natur und Forstwesen des Reviers ist in diesem Fall unverzüglich zu benachrichtigen;
- 7° Den Intervenierenden und ihren Fahrzeugen ist der Zugang zu einem Schweinehaltungsbetrieb untersagt, wenn sie nicht die im Rahmen der Biosicherheitsmaßnahmen vorgeschriebenen Dekontaminierungsmaßnahmen durchgeführt haben.

Stellt die Abteilung Natur und Forstwesen fest, dass eine der oben genannten Bedingungen nicht erfüllt ist, kann sie den betroffenen Personen den Zugang untersagen.

**Art. 3** - In Abweichung von Artikel 1 wird Personen, deren Wohnsitz sich in den Waldungen und Forsten innerhalb des Umkreises der Pufferzone befinden, und nicht über die Straße erreichbar ist, erlaubt, unter folgenden Bedingungen dort abseits der Straße zu fahren:

- 1° Die Erlaubnis ist auf den alleinigen Zugang zu diesem Wohnsitz beschränkt;
- 2° Der Zugang erfolgt auf dem direktesten befahrbaren Weg;
- 3° Die gewählte Strecke ist dem örtlich zuständigen Forstamtleiter der Abteilung Natur und Forstwesen schriftlich mitzuteilen;
- 4° Die Ruhe der Waldungen und Forsten wird auf strengste Weise respektiert;
- 5° Bei Zugängen außerhalb der Schotterwege sind Desinfektionsmaßnahmen für das verwendete Fahrzeug und gegebenenfalls die Schuhe nach den Anweisungen der Abteilung Natur und Forstwesen durchzuführen;
- 6° Beim Auffinden eines toten Wildschweins darf sich dem Kadaver unter keinen Umständen genähert werden, noch darf dieser berührt werden. Der zuständige Bedienstete der Abteilung Natur und Forstwesen des Reviers ist in diesem Fall unverzüglich zu benachrichtigen;
- 7° Personen, die in den Anwendungsbereich des vorliegenden Artikels fallen, mit Ausnahme von Schweinezüchtern, und ihren Fahrzeugen ist der Zugang zu einem Schweinehaltungsbetrieb oder jeglicher Kontakt mit Hausschweinen untersagt.

Die Eigentümer und Benutzer, die in den Waldungen und Forsten innerhalb des Umkreises der Pufferzone ein Grundstück haben, das sie nicht über die Straße erreichen können, das sie jedoch aber aus einem zwingenden Grund erreichen wollen, ohne das es ihnen möglich ist, bis zum Ende des Zugangsverbots mit diesem Vorgehen zu warten, zum Beispiel um Tiere zu füttern, die nicht an einen anderen Ort gebracht werden können, müssen vorab einen schriftlichen und begründeten Antrag an den örtlich zuständigen Forstamtleiter der Abteilung Natur und Forstwesen richten. Dieser kann eine Zugangsberechtigung erteilen, die zumindest die Einhaltung ähnlicher Bedingungen wie in Absatz 1 vorsieht.

**Art. 4** - Die professionellen Forstunternehmer, die dringende Arbeiten an einem Standort durchführen müssen, der in den Waldungen und Forsten innerhalb des Umkreises der Pufferzone mit Ausnahme der Kernzone nach Anhang 1 des vorliegenden Ministeriellen Erlasses gelegen ist, den sie nicht über die Straße erreichen können, den sie jedoch aber aus einem zwingenden Grund erreichen möchten, ohne das es ihnen möglich ist, bis zum Ende des Zugangsverbots mit diesem Vorgehen zu warten, müssen vorab einen schriftlichen und begründeten Antrag an den örtlich zuständigen Forstamtleiter der Abteilung Natur und Forstwesen richten. Dieser kann eine Zugangsberechtigung erteilen, die zumindest die Beachtung der folgenden Bedingungen voraussetzt:

- 1° Die Erlaubnis ist auf den alleinigen Zugang zu diesem Standort oder dieser Verladestelle beschränkt;
- 2° Der Zugang erfolgt auf dem direktesten befahrbaren Weg;
- 3° Die gewählte Strecke ist dem örtlich zuständigen Forstamtleiter der Abteilung Natur und Forstwesen schriftlich mitzuteilen;
- 4° Die Ruhe der Waldungen und Forsten wird auf strengste Weise respektiert;
- 5° Bei Zugängen außerhalb der Schotterwege sind Desinfektionsmaßnahmen für das verwendete Fahrzeug und gegebenenfalls die Schuhe nach den Anweisungen der Abteilung Natur und Forstwesen durchzuführen;
- 6° Beim Auffinden eines toten Wildschweins darf sich dem Kadaver unter keinen Umständen genähert werden, noch darf dieser berührt werden. Der zuständige Bedienstete der Abteilung Natur und Forstwesen des Reviers ist in diesem Fall unverzüglich zu benachrichtigen;
- 7° Personen, die in den Anwendungsbereich des vorliegenden Artikels fallen, mit Ausnahme von Schweinezüchtern, und ihren Fahrzeugen ist der Zugang zu einem Schweinehaltungsbetrieb oder jeglicher Kontakt mit Hausschweinen untersagt.

Die örtlich zuständige Forstamtleiter der Abteilung Natur und Forstwesen kann die erteilte Zugangsberechtigung sofort widerrufen, wenn die Umstände es erfordern.

**Art. 5** - Der vorliegende Erlass tritt am 15. Oktober 2018 in Kraft und am 14. November 2018 außer Kraft.

Namur, den 12. Oktober 2018

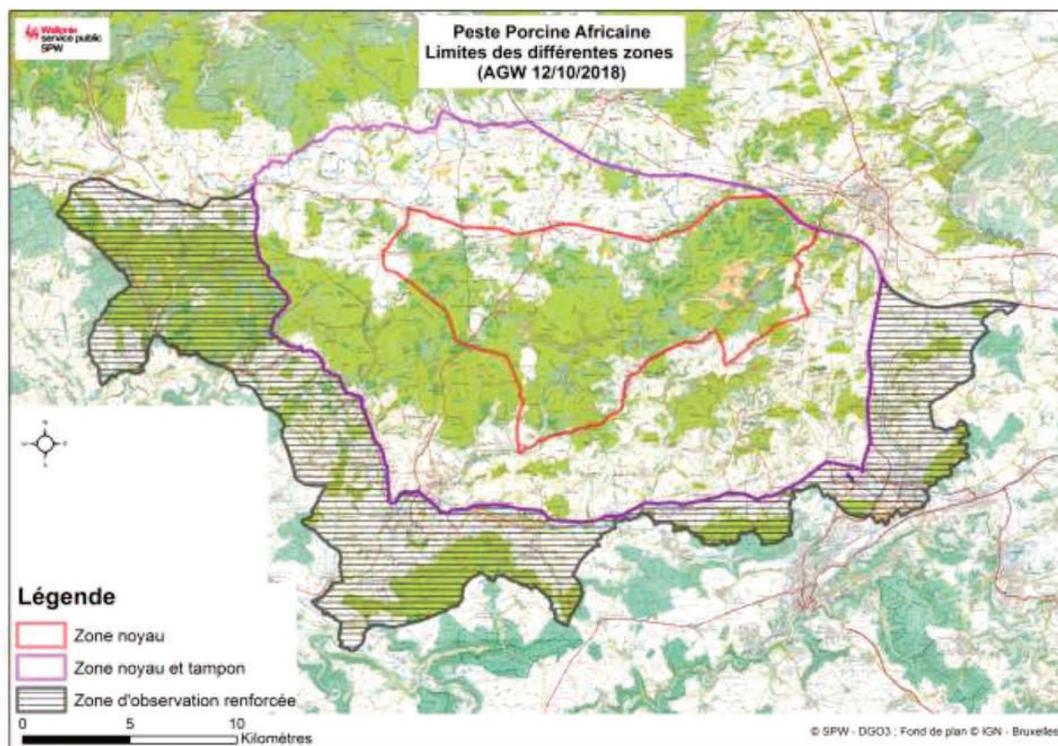
## Anhang 1

## Grenzen der Pufferzone

## Beschreibung

Die Grenzen der Pufferzone verlaufen im Uhrzeigersinn wie folgt:

- Die N88 von der Kreuzung mit der N833 auf Höhe von Aubange bis zur Kreuzung mit der N891 auf Höhe von Gérouville;
- die N891 bis zur Kreuzung mit der N83 auf Höhe von Jamoigne;
- die N83 bis zur Kreuzung mit der N891;
- die N891 bis zur Kreuzung mit der N879 auf Höhe von Marbehan;
- die N879 bis zur Kreuzung mit der N897 auf Höhe von Marbehan;
- die N897 bis zur Kreuzung mit der E25-E411;
- die E25-E411 bis zur Kreuzung mit der N81 auf Höhe von Weyler;
- die N81 bis zur Kreuzung mit der N883 auf Höhe von Aubange;
- die N883 bis zur Kreuzung mit der N88.

Karte

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 12. Oktober 2018, durch den durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen, beigefügt zu werden.

Namur, den 12. Oktober 2018

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion,

R. COLLIN

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2018/14457]

**12 OKTOBER 2018. — Ministerieel besluit tot invoering van een tijdelijk verkeersverbod in de bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken**

De Minister van Natuur en Landelijke Aangelegenheden,

Gelet op Richtlijn 2002/60 van de Raad van 27 juni 2002 houdende specifieke bepalingen voor de bestrijding van Afrikaanse varkenspest en houdende wijziging van Richtlijn 92/119/EEG met betrekking tot besmettelijke varkensverlamming (Teschenerziekte) en Afrikaanse varkenspest, inzonderheid op de artikelen 15 en 16;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek, inzonderheid op artikel 14;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 betreffende de inwerkingtreding en de uitvoering van het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek, artikel 19, lid 1, 5°;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 oktober 2018 houdende verscheidene tijdelijke maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de bevestiging, overeenkomstig van Richtlijn 2002/60 van de Raad van 27 juni 2002, op 13 september 2018, van een primair geval van Afrikaanse varkenspest onder wilde zwijnen op een deel van het grondgebied van het Waalse Gewest de Regering ertoe genoopt heeft, onmiddellijk meerdere maatregelen te nemen om de verspreiding van de ziekte af te remmen, waaronder de afbakening van een besmet gebied en aangepaste, daar toe passen, maatregelen;

Overwegende dat het behouden van verkeer in de bossen een reëel risico op verspreiding van de wilde zwijnen en dus van Afrikaanse varkenspest naar nieuwe gebieden inhoudt en dat er dus, voor de maximale beperking van de risico's, aanleiding toe bestaat de toegang tot de omtrek van het buffergebied enkel toe te laten voor de personen belast met de bestrijding van deze ziekte;

Overwegende dat er evenwel, mits enkele voorzorgsmaatregelen, afgeweken dient te worden van dat algemeen verkeersverbod in de bossen voor een beperkt aantal rechthebbenden met het oog op de openbare veiligheid of de toegankelijkheid van bepaalde woonsten;

Overwegende dat die gerichte en beperkte toegangen niet meer dan een marginale impact zouden hebben op de rust van het wild en de eventuele verspreiding van de zieke wilde zwijnen,

Besluit :

**Artikel 1.** In afwijking van de artikelen 19 tot 23 van het Boswetboek van 15 juli 2008 is het, binnen de omtrek van het buffergebied bepaald in bijlage 1 bij het besluit van de Waalse Regering van 12 oktober 2018 houdende verscheidene maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen éénieder verboden zich in de bossen en wouden te verplaatsen buiten de wegen in de zin van artikel 2 van het Boswetboek.

De eventuele machtigingen tot toegang, verkregen op grond van voornoemde artikelen voor de inwerkingtreding van dit besluit, worden opgeschort.

Van het verbod bedoeld in lid 1 kan enkel, binnen de perken van de loutere verrichtingen nodig voor de beheersing van Afrikaanse varkenspest, met name de opsporing van de nieuwe haarden, de vernietiging van de wilde zwijnen en het verwijderen van de krengen van dood of neergeschoten aangetroffen wilde zwijnen op voorwaarde dat ze de voorgestelde bioveiligheidsmaatregelen naleven ter voorkoming van de verspreiding van de ziekte, afgeweken worden door : het personeel van het Departement Natuur en Bossen en van het Departement Onderzoek naar het Natuurlijk en Landbouwmilieu van de Waalse Overheidsdienst en iedere persoon, gemandateerd door die Departementen, de houders van het jachtrecht en hun beëdigde wachters, de eigenaars, het personeel van het Sanitair bewakingsnet voor wilde fauna in Wallonië, het personeel van de burgerbescherming, het personeel van de sanitaire ordehandhavingdiensten, het personeel van de federale en gemeentelijke politie, het personeel ofwel van de gemeentebesturen ofwel van gespecialiseerde bedrijven belast met het optrekken van een afsluiting om de verplaatsingen van de wilde zwijnen in het besmette gebied te beperken.

Die personen is het verboden, een varkensfokkerij te betreden of in aanraking te komen met tamme varkens binnen de tweeënzeventig uur van iedere interventie in de omtrek van het buffergebied.

**Art. 2.** In afwijking van artikel 1 worden de interventies die niet verband houden met de beheersing van Afrikaanse varkenspest en die een toegang, buiten de wegen om, tot de bossen en wouden in de omtrek van het buffergebied vereisen, tegen volgende voorwaarden toegelaten :

- 1° de interventie wordt verricht in de uitoefening van hun ambt door de hulpdiensten, door de burgerbescherming, de politiediensten, de beambten en beheerders van de watertoevoernetten of gas- of elektriciteitsnetten, door de beambten van Infrabel en door de werknemers van mobiele telefonie-operatoren;
- 2° voor de interventie kan het einde van de verbodperiode niet worden afgewacht;

- 3° behoudens spoedeisende gevallen waarbij mensenlevens in gevaar zijn, wordt van de interventie vooraf kennis gegeven aan de territoriaal bevoegde houtvester van het Departement Natuur en Bossen;
- 4° de rust van de bossen en de wouden wordt zo streng mogelijk nageleefd;
- 5° als er een toegang is buiten de verharde wegen, worden de ontsmettingsmaatregelen van het voertuig, het schoeisel en de uitrustingen na gebruik uitgevoerd overeenkomstig de richtlijnen van het Departement Natuur en Bossen;
- 6° bij het aantreffen van een kring van een wild zwijn, mag dit geenszins benaderd of aangeraakt worden en de bevoegde houtvester van het Departement Natuur en Bossen wordt onmiddellijk verwittigd;
- 7° de interveniërende personen en hun voertuigen is het verboden, een varkensbedrijf te betreden of respectievelijk binnen te rijden zonder de ontsmettingsmaatregelen, opgelegd binnen het kader van de bioveiligheidsmaatregelen, te hebben getroffen.

Als het Departement Natuur en Bossen vaststelt dat één van bovenvermelde voorwaarden niet is nageleefd, kan betrokkenen de toegang ontzegd worden.

**Art. 3.** In afwijking van artikel 1 worden de personen wier woonst gelegen is in de bossen en wouden vervat in de omtrek van het buffergebied en die niet over een toegang via een weg beschikken gemachtigd om zich buiten de weg om tegen de volgende voorwaarden te verplaatsen :

- 1° de machtiging is beperkt tot de toegang tot deze woonst;
- 2° de toegang gebeurt via de meest rechtstreekse berijdbare weg;
- 3° van het gebruikte traject schriftelijk kennis gegeven aan de territoriaal bevoegde houtvester van het Departement Natuur en Bossen;
- 4° de rust van de bossen en de wouden wordt zo streng mogelijk nageleefd;
- 5° als er een toegang is buiten de verharde wegen, worden de ontsmettingsmaatregelen van het voertuig en eventueel het schoeisel uitgevoerd overeenkomstig de richtlijnen van het Departement Natuur en Bossen;
- 6° bij het aantreffen van een kring van een wild zwijn, mag dit geenszins benaderd of aangeraakt worden en de bevoegde houtvester van het Departement Natuur en Bossen wordt onmiddellijk verwittigd;
- 7° de personen bedoeld bij dit artikel, andere dan de varkenskwekers, en hun voertuigen is het verboden een varkensbedrijf te betreden of, respectievelijk, binnen te rijden of in aanraking te komen met tamme varkens.

De eigenaars en bezetters die over een terrein beschikken in de bossen en wouden in de omtrek van het buffergebied en die geen toegang hebben via een weg, maar die toegang wensen te hebben wegens een dringende reden zonder dat voor hun interventie het einde van de verbodperiode afgewacht kan worden, bijvoorbeeld om dieren te voederen die niet verplaatst kunnen worden, dienen een voorafgaandelijke schriftelijke en gemotiveerde aanvraag in bij de territoriaal bevoegde houtvester van het Departement Natuur en Bossen. Laatstgenoemde kan toegangsmachtiging verstrekken met minstens de plicht tot naleving van voorwaarden die vergelijkbaar zijn met voorwaarden van lid 1.

**Art. 4.** De professionele bosuitbaters die een dringend werk hebben op een werf gelegen in de bossen en wouden die enkel in het buffergebied liggen onder uitsluiting van het kerngebied zoals afgebeeld in bijlage 1 bij dit ministerieel besluit en die geen toegang hebben via een weg, maar die toegang wensen te hebben wegens een dringende reden zonder dat voor hun interventie het einde van de verbodperiode afgewacht kan worden, dienen een voorafgaandelijke schriftelijke en gemotiveerde aanvraag in bij de territoriaal bevoegde houtvester van het Departement Natuur en Bossen. Laatstgenoemde kan een toegangsmachtiging verstrekken die minstens de inachtneming van volgende voorwaarden inhoudt :

- 1° de machtiging is beperkt tot de toegang tot de werf of het laadgebied;
- 2° de toegang gebeurt via de meest rechtstreekse berijdbare weg;
- 3° van het gebruikte traject schriftelijk kennis gegeven aan de territoriaal bevoegde houtvester van het Departement Natuur en Bossen;
- 4° de rust van de bossen en de wouden wordt zo streng mogelijk nageleefd;
- 5° als er een toegang is buiten de verharde wegen, worden de ontsmettingsmaatregelen van het voertuig en eventueel het schoeisel uitgevoerd overeenkomstig de richtlijnen van het Departement Natuur en Bossen;
- 6° bij het aantreffen van een kring van een wild zwijn, mag dit geenszins benaderd of aangeraakt worden en de bevoegde houtvester van het Departement Natuur en Bossen wordt onmiddellijk verwittigd;
- 7° de personen bedoeld bij dit artikel, andere dan de varkenskwekers, en hun voertuigen is het verboden een varkensbedrijf te betreden of, respectievelijk, binnen te rijden of in aanraking te komen met tamme varkens.

De territoriaal bevoegde houtvester van het Departement Natuur en Bossen kan de toegekende machtiging onmiddellijk herroepen indien de omstandigheden dit vereisen.

**Art. 5.** Dit besluit treedt in werking op 15 oktober 2018 en houdt van kracht te zijn op 14 november 2018.

Namen, 12 oktober 2018.

R. COLLIN

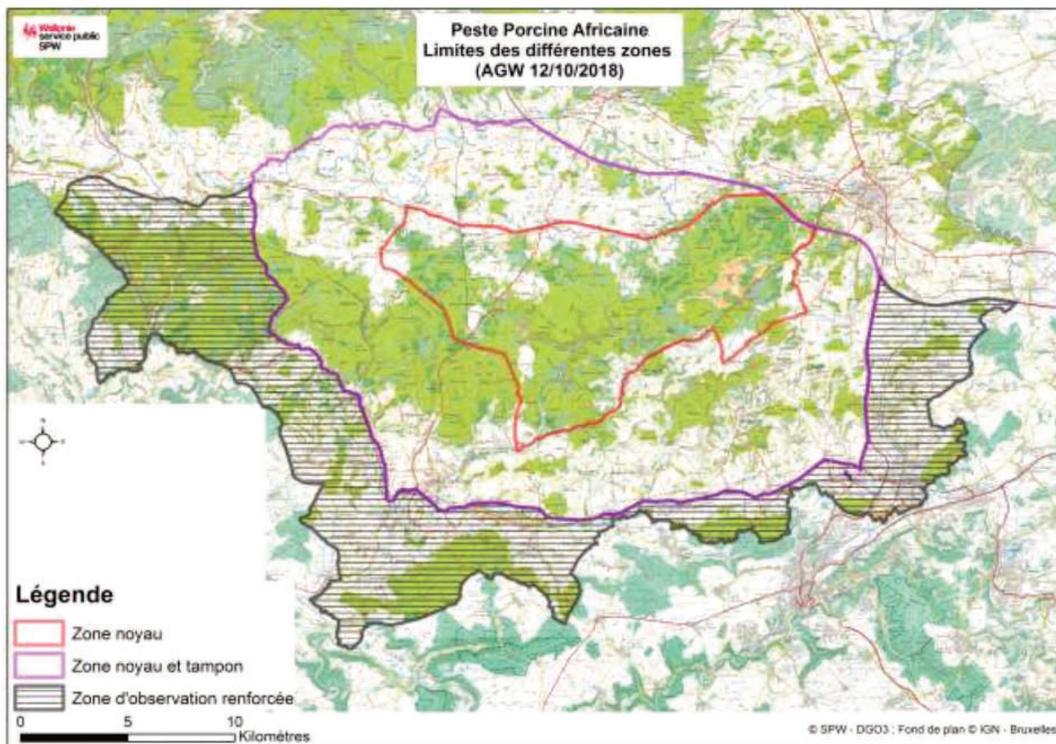
## BIJLAGE 1

## Grenzen van het buffergebied

## Omschrijving

De omtrek van het buffergebied wordt in uurwijzerzin als volgt afgebakend:

- De N88, vanaf het kruispunt met de N883 ter hoogte van Aubange tot aan het kruispunt met de N891 ter hoogte van Gérardville
- De N891 tot aan de kruising ervan met de N83 ter hoogte van Jamoigne
- de N83 tot aan de kruising ervan met de N891 ;
- De N891 tot aan de kruising ervan met de N879 ter hoogte van Marbehan
- De N879 tot aan de kruising ervan met de N897 ter hoogte van Marbehan
- de N897 tot aan de kruising ervan met de E25-E411 ;
- De E25-E411 tot aan de kruising ervan met de N81 ter hoogte van Weyler
- De N81 tot aan de kruising ervan met de N883 ter hoogte van Aubange
- de N883 tot aan de kruising ervan met de N88 ;

Kaart

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit van 12 oktober 2018 tot invoering van een tijdelijk verkeersverbod in de bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken.

Namen, 12 oktober 2018.

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme,  
Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN